



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/6eme-Conference-Internationale-de>

6ème Conférence Internationale de BIEN

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1996 - N° 959 - octobre 1996 -

Date de mise en ligne : dimanche 10 août 2008

Date de parution : octobre 1996

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La sixième Conférence Internationale du Basic Income European Network s'est tenue les 12 et 13 septembre 1996 au Centre International de Conférences des Nations Unies, à Vienne (Autriche). Elle a réuni plus de 160 participants venus de divers pays européens (y compris de l'Est) et, pour la première fois depuis la création en 1986 de l'association, une vingtaine de représentants des Amériques du Nord et du Sud, de Nouvelle Zélande et d'Israël. Les cinq Français présents appartenaient à l'Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence (AIRE), au Centre International de Formation Européenne (CIFE), à la Grande Relève et à l'Université d'Orléans. Quatre sessions plénières étaient respectivement consacrées 1. à "L'héritage" de Paine ; 2. au point sur le revenu de base dans les divers pays ; 3. au revenu de base et à l'emploi subventionné ; 4. aux diverses conceptions du revenu de base. Neuf sessions de travail se sont tenues en parallèle : 1. Paine et ses successeurs : justification théorique du revenu de base ; 2. Micro simulations et évaluations des coûts du revenu de base ; 3. Quelques scénarios de transition outre-mer ; 4. Revenu de base et éco-taxes ; 5. Scénarios de transition à partir des systèmes d'aides sociales développés ; 6. Revenu de base et emploi ; 7. Le revenu de base en tant qu'élément d'une politique sociale globale ; 8. Faisabilité politique du revenu social ; 9. Autres justifications du revenu de base.

Au total, une soixantaine d'articles ont été présentés sur les sujets précédents. La Conférence s'est terminée par l'assemblée générale des membres de BIEN.

Que peut-on retirer de cet ensemble important de travaux théoriques ?

A première vue, on a l'impression que le débat sur l'instauration d'un revenu de base est une idée qui fait son chemin en Europe. En fait, comme l'a montré le point fait sur l'allocation universelle dans les divers pays, le concept n'est discuté que de manière académique dans un certain nombre d'universités ou de centres de recherches en sciences sociales (qui disposent pour poursuivre ces travaux, et c'est un signe encourageant, de crédits d'états ou de l'Union européenne). Il ne trouve, par contre, que peu d'échos auprès des instances syndicales ou politiques et il est pratiquement ignoré du grand public qui devrait pourtant être le plus intéressé à sa mise en place. Il faut dire que la plupart des articles présentés étaient des justifications de la nécessité d'un revenu de base, dont le montant, la plupart du temps, était de niveau peu élevé et pouvant se combiner avec de petits boulots. Assortis de calculs plus ou moins élaborés ils tendaient à montrer qu'il n'en coûterait rien de plus à l'État d'instaurer un tel revenu de base pour tous les citoyens. Les uns invoquent un revenu de base de droite et les autres un revenu de base de gauche, mais tous butent sur le même obstacle : ils veulent rester dans le système actuel de redistribution, forcément limité. Ils ne conçoivent pas ce que pourrait être un système de vraie distribution. En voulant rester "crédibles", au sens économique actuel, ils ne peuvent proposer qu'un rafistolage de l'aide sociale et non un projet de société. Certains en sont même à proposer un revenu de base partiel... Qui plus est, à lire certains d'entre eux, on a l'impression qu'ils continuent à croire qu'il y a du travail pour tout le monde. Ils se veulent égaux pour le montant du revenu de base, mais ils acceptent volontiers que certains aient un travail sûr, intéressant, bien rémunéré et que les autres se contentent des travaux ingrats.

Dans son intervention intitulée "A civic contract to manage basic income and large working time reduction" [\[1\]](#), M-L Duboin, a rappelé que la relève du labeur humain par des automates permet de fabriquer les biens nécessaires à assurer une vie décente à tous, tout en réduisant le temps de travail humain nécessaire. Mais ceci réduit la masse totale des salaires. Vouloir compenser le manque à gagner par REdistribution, c'est-à-dire par des taxes, ne peut satisfaire personne : ni ceux à qui on retire ainsi une partie d'un salaire qu'ils ont de plus en plus de mal à gagner, ni les entreprises qui y voient un handicap à leur compétitivité. Le pouvoir d'achat doit donc être désormais indexé non

plus au travail, mais aux produits créés, et prendre ainsi la forme d'une monnaie de consommation.

Un tel discours ne pouvait que choquer quelque peu la grande majorité des auditeurs, mais l'idée de financer le revenu de base sur autre chose que la redistribution a quand même fait son chemin, puisque, après une nouvelle intervention de M-L Duboin à l'assemblée générale, il a été décidé de faire de l'idée de distribution le sujet de la prochaine conférence qui aura lieu dans deux ans. Ce n'est pas un mince succès !

Dans deux ans, bien des choses auront évolué... Mais les mentalités ? Elles n'évoluent pas vite au sein de BIEN, depuis sa création. Un exemple : au second congrès de BIEN, M-L Duboin avait présenté l'attribution d'un revenu social à tous "as an inheritance" [\[1\]](#). Huit ans plus tard, nous avons eu le plaisir d'entendre une communication du professeur américain Gar Alperovitz qui disait la même chose, sous le titre presque identique : "Distributing our technological inheritance" ! Il se terminait en montrant que les quelques expériences de distribution de notre héritage technologique, effectuées dans certaines villes américaines, remettent en cause à la fois les principes du capitalisme traditionnel et ceux du socialisme traditionnel.

Il y a donc de l'espoir...

[\[1\]](#) Le texte en est disponible au journal.